



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

RÉGIMES DE RETRAITE PUBLICS :

ANALYSE DE LA FLEXIBILITÉ DU SYSTÈME ACTUEL ET EFFETS D'UNE RÉFORME POSSIBLE

Cahier de recherche 2017/08

ANTOINE GENEST-GRÉGOIRE

LUC GODBOUT

AVEC LA COLLABORATION DE MARTIN DUPRAS

AOÛT 2017

REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité.

Pour plus de détails sur la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://cftp.recherche.usherbrooke.ca>.

Antoine Genest-Grégoire est professionnel de recherche à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

Luc Godbout est professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke et chercheur principal en finances publiques à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Martin Dupras est planificateur financier et actuaire. Il dirige l'entreprise ConFor financiers, qui offre des services de planification financière et de formation.

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude. Ils souhaitent également remercier René Beaudry et Bernard Morency pour leurs conseils et commentaires en cours de rédaction.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

École de gestion, Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Téléphone : 819 821-8000, poste 67133

Courriel : cftp.eg@USherbrooke.ca

TABLE DES MATIÈRES

1. Mise en contexte	1
2. Approche méthodologique.....	2
2.1 Présentation des régimes actuels	2
2.1.1 Sécurité de la vieillesse	2
2.1.2 Pension de la Sécurité de la vieillesse	3
2.1.3 Supplément de revenu garanti	3
2.1.4 Rente publique : Régime de rentes du Québec	4
2.1.5 Épargne privée	5
2.2 Flexibilité des régimes.....	6
2.2.1 Âge de la retraite.....	6
2.2.2 Âge de début des prestations des deux programmes	6
2.3 Objectifs poursuivis.....	8
2.3.1 Atteinte du taux de remplacement.....	8
2.3.2 Minimisation de l'épargne requise	8
2.3.3 Minimisation du risque	9
2.4 Hypothèses générales.....	10
3. Simulations pour une personne au maximum des gains admissibles.....	12
3.1 Prise de retraite à 60 ans	12
3.1 Prise de retraite à 65 ans	18
3.2 Synthèse pour un cotisant au maximum des gains admissibles	20
4. Simulations pour une personne à la moitié des gains admissibles.....	21
4.1 Prise de retraite à 60 ans	22
4.2 Prise de retraite à 65 ans	27
4.3 Synthèse pour un cotisant à la moitié du maximum des gains admissibles.....	28
5. Réforme	30
5.1 Réforme envisagée	30
5.2 Prise de retraite à 60 ans, MGA	31
5.3 Prise de retraite à 65 ans, MGA	31
5.4 Prise de retraite à 60 ans, ½ MGA	32
5.5 Prise de retraite à 65 ans, ½ MGA	34
6. Avenues exploratoires	36
6.1 Étendre la flexibilité en permettant le début des prestations jusqu'à 75 ans.....	36

6.2	Étendre la flexibilité en éliminant les gains de travail inférieurs à la moyenne des gains en carrière après l'âge de 60 ans	37
6.3	Fixer la PSV en proportion du MGA	37
6.4	Prévoir une exemption de revenu de retraite dans la détermination du SRG	38
7.	Conclusion.....	39

1. MISE EN CONTEXTE

Le système de retraite québécois est le sujet de nombreux débats en raison du vieillissement de la population, de la raréfaction des régimes privés de retraite et de la faiblesse des rendements sur les marchés financiers des dernières années. Le rapport D'Amours présenté en 2013 faisait état de plusieurs constats sur la pérennité de ce système et proposait une série de mesures pour en améliorer la solidité. Ces mesures incluaient, entre autres, la bonification de la couverture publique par la mise en place d'une rente longévité et l'appui à la mise en place de régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER). Dans cette perspective, les RVER sont en place depuis peu au Québec et des discussions sont en cours afin de bonifier le Régime de rentes du Québec, d'une façon analogue à la proposition de rente longévité.

En effet, en 2016, les autres provinces canadiennes, avec le gouvernement fédéral, ont déjà décidé de modifier le Régime de pensions du Canada (RPC) en ce sens. Le Régime de rentes du Québec (RRQ), homologue du RPC, est appelé à être lui aussi révisé. Une commission parlementaire s'est déjà penchée sur cette question au début de 2017.

L'objectif de ce cahier est de présenter, par une série de simulations, le fonctionnement du système québécois de retraite. On y insistera notamment sur la flexibilité qu'il offre grâce à la possibilité pour un retraité de demander ses rentes publiques à divers moments sans nécessairement coïncider avec la prise de la retraite. Il sera alors possible de déterminer l'épargne requise, le taux d'épargne nécessaire pour y arriver ainsi que le taux de couverture publique des régimes gouvernementaux selon l'interaction de différentes variables telles l'âge de la retraite et l'âge de la prise des prestations publiques, s'ils diffèrent.

Après avoir décrit l'approche méthodologique, les résultats quant à la flexibilité des régimes de retraite publics selon l'âge où débute les prestations publiques, à la fois pour un cotisant travaillant au maximum des gains admissibles que pour celui travaillant à la moitié du maximum des gains admissibles (MGA), ce cahier présente les effets d'une réforme du RRQ analogue à celle du RPC avant de conclure.

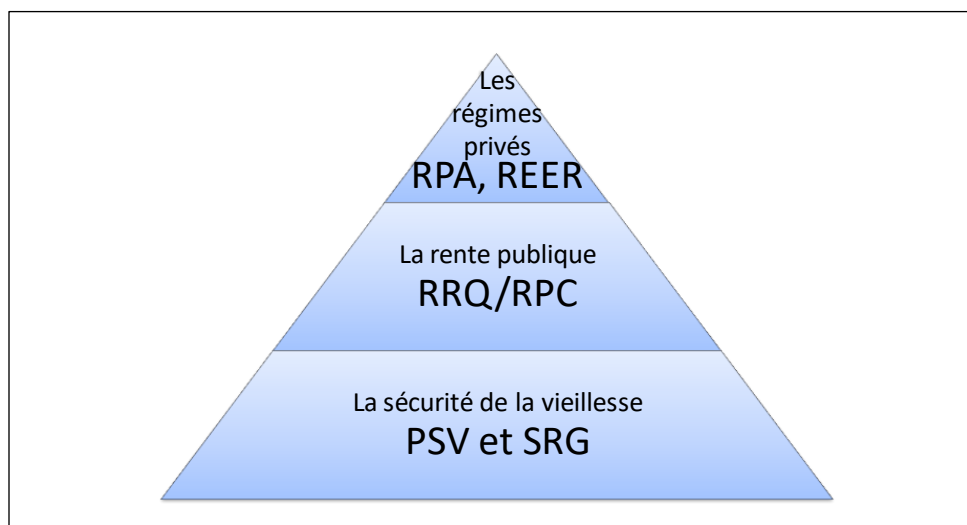
2. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Après avoir exposé les principales caractéristiques du régime actuel, la présente section cerne les objectifs de l'étude de même que les hypothèses à la base des calculs présentés par la suite.

2.1 Présentation des régimes actuels

Le système de retraite québécois est souvent présenté avec une analogie de construction : pour construire une maison, on commence par les fondations et on construit ensuite les étages les uns par-dessus les autres. Bien que cette métaphore ait ses limites, elle présente bien la logique du système de retraite. Celui-ci repose sur une série de composantes, dont la solidité varie et qui, dans leur ensemble, offrent un revenu de retraite conséquent aux personnes âgées. Une brève description de ces composantes est présentée ici¹.

Figure 1 : Trois piliers du système de retraite au Québec et au Canada



2.1.1 Sécurité de la vieillesse

Le programme de Sécurité de la vieillesse n'est pas un programme fonctionnant par voie de capitalisation². Nul besoin d'y avoir cotisé pour avoir droit à une pension. En contrepartie, il n'y a donc aucune somme accumulée pour faire face aux besoins futurs. Ce programme s'inscrit

¹ Pour l'essentiel, les éléments suivants constituent une mise à jour de GODBOUT, Luc, Suzie ST-CERNY et Marie-Andrée BABINEAU. Les Aides Fiscales à l'Épargne-Retraite : Pourquoi et Pour qui? Revue de planification fiscale et successorale, 2009, vol. 29, n° 3.

² Comme c'est le cas pour le Régime de pensions du Canada ou le Régime de rentes du Québec.

simplement dans les dépenses annuelles du gouvernement fédéral. Pour l'exercice financier 2017-2018, le gouvernement fédéral prévoit consacrer 51,1 milliards de dollars aux prestations aux aînés, soit un peu plus de 16,7 % de l'ensemble de ses charges de programmes.³

La Sécurité de la vieillesse découle de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*. Son but est d'offrir un minimum de revenus aux personnes de 65 ans et plus. Ce programme est constitué de trois principales mesures : la pension de la Sécurité de la vieillesse, le Supplément de revenu garanti et l'Allocation au conjoint (non traité dans la présente analyse).

2.1.2 Pension de la Sécurité de la vieillesse

La pension de Sécurité de la vieillesse (PSV) est une prestation mensuelle accordée à la plupart des Canadiens âgés d'au moins 65 ans.⁴ En 2016, le montant annualisé est de 6 942 \$.⁵ Cette prestation est indexée trimestriellement, est imposable et cesse au décès. Depuis 1989, la PSV n'est plus véritablement universelle, car elle doit être remboursée progressivement lorsque le revenu net du contribuable excède un certain seuil. En 2016, il était fixé à 73 756 \$. Chaque dollar de revenu excédentaire vient alors réduire la pension de 15 cents.⁶ La PSV était nulle lorsque le revenu net du pensionné atteignait 119 715 \$.

Depuis juillet 2013, il est possible de reporter volontairement le moment du début des prestations de la PSV au-delà de 65 ans, pour un maximum de 5 ans. Dans une telle situation, la pension sera majorée sur la base d'une équivalence actuarielle de 7,2 % par année. Ainsi, si la PSV est demandée à 70 ans plutôt qu'à 65 ans, la prestation sera majorée de 36 %, ce qui équivaut en dollars de 2016 à recevoir annuellement 9 441 \$ à 70 ans au lieu de 6 942 \$ à 65 ans.

2.1.3 Supplément de revenu garanti

Le Supplément de revenu garanti (SRG) est destiné aux aînés à faible revenu qui reçoivent la PSV. Le report de la PSV entraîne donc automatiquement le report du SRG. Comme pour la PSV, il est indexé trimestriellement. Cependant, cette prestation est non imposable et varie selon les revenus et la situation familiale. Par exemple, pour un célibataire, le supplément maximum est

³ Canada, ministère des Finances (2017), *Bâtir une classe moyenne forte. Budget 2017*, p. 298.

⁴ Pour être admissible à une PSV, il faut être citoyen canadien ou résident légal du Canada le jour qui précède l'approbation de la demande. Pour ceux qui ne résident plus au Canada, il faut avoir été citoyen canadien ou résident légal du Canada le jour précédant celui où on a cessé d'habiter au Canada. Il faut avoir résidé un minimum de 10 années au Canada après avoir atteint l'âge de 18 ans pour recevoir une PSV. Le montant de la pension est déterminé en fonction de la durée de résidence au Canada.

⁵ Plus précisément 578,53 \$ par mois déterminé au quatrième trimestre 2016. Les taux des paiements de la Sécurité de la vieillesse sont révisés en janvier, en avril, en juillet et en octobre afin de tenir compte de l'augmentation du coût de la vie mesurée par l'indice des prix à la consommation.

⁶ Le remboursement est égal au moindre de la PSV ou de 15 % de l'écart entre le revenu net et 73 756 \$.

de 864,08 \$ par mois.⁷ Le SRG est réduit de 1 \$ pour chaque 2 \$ de revenu annuel (excluant la PSV) et il atteint zéro lorsque le revenu annuel excède 24 469 \$ (incluant la PSV)⁸. Pour un couple de pensionnés, le supplément maximum mensuel est de 520,18 \$ par conjoint et il est réduit de 1 \$ individuellement pour chaque tranche de 4 \$ de revenu familial annuel excluant la PSV. Ainsi, le SRG du couple diminue de 1 \$ pour chaque 2 \$ de revenu autre que la PSV qu'il reçoit, et ce, jusqu'à ce qu'il atteigne zéro lorsque le revenu familial annuel excède 37 032 \$⁹ (incluant la PSV).

Il existe également une prestation complémentaire au SRG. Cette prestation est offerte en sus du SRG et sa valeur maximale est de 133,83 \$ par mois pour les célibataires, et de 37,94 \$ chacun pour les prestataires en couple. La prestation commence à diminuer à partir d'un revenu annuel de 2 048 \$, excluant la PSV (ou 4 096 \$ combinés pour les couples), et elle le fait au rythme de 1 \$ pour chaque 4 \$ gagnés en plus (ou 1 \$ pour chaque 8 \$ de revenus familiaux pour les couples). La prestation atteint donc zéro avant le SRG, soit à 8 432 \$ de revenus pour les célibataires et à 7 648 \$ pour les couples. Dans l'intervalle de revenu où le SRG et la prestation complémentaire se chevauchent, le taux de réduction effectif est de 75 cents par dollar de revenus supplémentaires autres que la PSV. La prestation complémentaire est incluse dans le total du SRG dans les sections qui suivent.

2.1.4 Rente publique : Régime de rentes du Québec

Le RRQ est financé par voie de capitalisation partielle. Le but de ce régime en est un de remplacement partiel du revenu de travail au moment de la retraite. Le RRQ est un régime obligatoire pour tout travailleur, salarié ou autonome, effectuant un travail au Québec¹⁰. Ce programme public est basé sur des cotisations partagées entre les employeurs et les travailleurs. En 2017, le taux de cotisation est fixé à 10,80 % des revenus de travail. En 2017, cette cotisation se limite au maximum des gains admissibles de 55 300 \$ par travailleur, moins son exemption personnelle de 3 500 \$. Il s'agit d'un régime public qui assure une rente équivalant à 25 % de la moyenne mensuelle des revenus sur lesquels le travailleur a cotisé, si la rente de retraite est demandée à 65 ans¹¹. L'âge requis pour avoir droit à une rente complète est fixé à 65 ans. La prestation est imposable et son maximum annuel s'élève à 13 370 \$ en 2017.

⁷ Déterminé au quatrième trimestre de 2016.

⁸ Il y a des exceptions à cette règle qui sont présentées dans l'encadré 3 portant spécifiquement sur la façon dont le SRG a été simulé dans la présente analyse.

⁹ Service Canada, site fédéral, [En ligne]. www.servicecanada.gc.ca (Page consultée en avril 2017).

¹⁰ Art. 2 *Loi sur le régime de rentes du Québec*, L.R.Q. , chapitre R-9 (ci-après « L.R.Q. »).

¹¹ Régime de rentes du Québec, [En ligne]. www.rrq.gouv.qc.ca/fr/retraite/rrq/calcul_rente/calcul_rente.html (Page consultée en avril 2017).

Dans son cas, elle est indexée annuellement¹² et les prestations cessent au décès du rentier, bien qu'une rente puisse être versée au conjoint survivant.

Enfin, comme pour la PSV, il est possible de reporter volontairement le moment du début des prestations au-delà de 65 ans, pour un maximum de 5 ans, comme il est possible de recevoir le RRQ par anticipation dès l'âge de 60 ans.

2.1.5 Épargne privée

Les citoyens peuvent également épargner une partie de leurs revenus en vue de la retraite. Pour ce faire, les options qui leur sont offertes par les institutions financières sont multiples. Les gouvernements encouragent ce type d'épargne par le biais de deux programmes : le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Les cotisations faites à un REER sont déductibles d'impôt, les sommes qui y sont investies produisent des intérêts sans impôt et les retraits sont imposables. Les sommes qui sont investies dans un CELI ne procurent pas d'avantage fiscal, mais elles produisent des intérêts qui ne sont pas imposables, tout comme les retraits faits à ce compte. Dans les deux cas, ces programmes visent à éviter que les épargnants ne soient imposés deux fois sur le même revenu : une fois lorsqu'ils le gagnent au travail et une autre fois lorsqu'ils en bénéficient comme source de revenus à la retraite. Dans les deux cas, des limites de cotisations annuelles sont imposées.

Certains employeurs offrent à leurs employés des régimes de pension agréés (RPA). Typiquement, les employés et les employeurs cotisent chaque année des sommes proportionnelles au salaire des employés. Ces régimes versent ensuite des prestations de retraite aux employés. On parle de régimes à prestations déterminées lorsque ces prestations sont établies d'avance et garanties par l'employeur, et de régimes à cotisations déterminées lorsque les cotisations des employés et de l'employeur sont déterminées d'avance, mais pas les montants qui seront versés à la retraite. Les régimes privés ne sont pas simulés dans le cadre de notre analyse. Toutefois, les données présentées quant à l'épargne privée requise dans diverses situations sont analogues aux cotisations totales qu'un régime à cotisations déterminées percevrait pour une couverture équivalente.

¹² Art. 117 L.R.R.Q.

2.2 Flexibilité des régimes

Le système de retraite québécois offre une flexibilité importante aux personnes âgées quant au moment et à la façon de cesser de travailler et quant à l'utilisation des programmes publics une fois qu'ils le font.

2.2.1 Âge de la retraite

Il n'existe pas à proprement parler d'âge de la retraite au Québec. Les travailleurs peuvent arrêter de travailler à l'âge qu'ils désirent, selon leurs moyens financiers et leurs besoins. Les deux gouvernements influencent néanmoins fortement ce choix dans le design de leurs prestations de retraite. Le Régime de rentes du Québec n'offre des rentes qu'aux personnes de 60 ans ou plus et la PSV (et son supplément) ne sont offerts qu'à partir de 65 ans.

Les gouvernements influencent également l'âge de la retraite au moyen de mesures fiscales visant le maintien en emploi des personnes âgées. Ces mesures visent à amoindrir le choc démographique découlant du départ à la retraite d'une génération très nombreuse (celle du « baby-boom »), suivie par une génération beaucoup plus petite (celle du « baby-bust »), et ce, en repoussant la retraite de certains baby-boomers afin d'en minimiser l'impact sur la population active.

2.2.2 Âge de début des prestations des deux programmes

Une fois qu'un individu a décidé de cesser de travailler et de prendre sa retraite, il peut également faire des choix quant au début des prestations qu'il souhaite recevoir du Régime de rentes du Québec et du gouvernement fédéral. Le fait d'arrêter de travailler n'implique pas mécaniquement le début des prestations de retraite. Une personne peut cesser de travailler et ne vivre que de son épargne et des prestations de retraite que lui offre son employeur sans faire la demande de ses prestations publiques. Il peut être très avantageux de le faire puisqu'autant la rente du RRQ que la PSV prennent une valeur différente selon l'âge où elles sont demandées pour la première fois.

Il est possible de recevoir la rente du RRQ dès l'âge de 60 ans, comme il est possible de retarder son versement jusqu'à 70 ans. La prestation est diminuée d'un montant maximal équivalent à 0,6 % par mois pour un total de 7,2 % de la valeur de la rente à laquelle a droit le prestataire pour chaque année avant l'âge de 65 ans. La rente reçue vaut donc 92,8 % de sa valeur normale pour une personne qui la demande à 64 ans, 85,6 % pour une personne qui la demande à 63 ans et ainsi de suite jusqu'à 64 % de sa rente si elle est demandée à 60 ans. Cette réduction s'ajoute à

la baisse potentielle de la valeur de la rente en fonction du nombre réduit d'années de cotisation au RRQ de la part d'une personne qui prendrait sa retraite hâtivement.

Inversement, la rente est bonifiée pour un prestataire qui la demande après son 65^e anniversaire, à hauteur de 0,7 % par mois pour un total de 8,4 % par an jusqu'à 70 ans. Ainsi, la rente est bonifiée de 42 % si elle est demandée à 70 ans.

Une personne ayant droit à la rente maximale, mais la demandant à 60 ans aura donc droit à 8 557 \$ par an comparativement à 13 370 \$ s'il la demande à 65 ans et à 18 985 \$ à 70 ans.

Depuis juillet 2013, il est possible de reporter volontairement le moment du début des prestations de la PSV au-delà de 65 ans, pour un maximum de 5 ans. Dans une telle situation, la pension sera majorée selon une équivalence actuarielle de 7,2 % par année. Ainsi, si la PSV est demandé à 70 ans plutôt qu'à 65 ans, la prestation sera majorée de 36 %, ce qui équivaut en dollars de 2016 à recevoir annuellement 9 441 \$ à 70 ans au lieu de 6 942 \$ à 65 ans.

Ainsi, si aujourd'hui un individu de 60 ans décidait d'attendre à 70 ans pour demander ses rentes publiques, il pourrait combiner la majoration de la PSV (36 % de 65 ans à 70 ans) à celle du RRQ (56 % de 60 à 65 ans et de 42 % de 65 à 70 ans) et donc hausser substantiellement le montant total reçu.

À l'aide des données de 2016, le maximum attendu de la PSV et du RRQ est de 15 499 \$ (8 557 \$ du RRQ et 6 942 \$ de la PSV) si les prestations du RRQ sont demandées à 60 ans et la PSV à 65 ans. Si les prestations sont plutôt demandées à 65 ans, tant pour la PSV que le RRQ, le maximum attendu est de 20 312 \$ (13 370 \$ du RRQ et 6 942 \$ de la PSV). Enfin, si les demandes sont repoussées à 70 ans, sans tenir compte des ajustements pour l'inflation, les prestations seront majorées à 28 426 \$ (18 985 \$ du RRQ et 9 441 \$ de la PSV).

Tableau 1 : Prestations publiques de retraite maximales selon l'âge au moment de la demande

	RRQ	PSV	Total
RRQ demandé à 60 ans et PSV à 65 ans	8 557	6 942	15 499
RRQ et PSV demandés à 65 ans	13 370	6 942	20 312
RRQ et PSV demandés à 70 ans	18 985	9 441	28 426

Évidemment, ce report de rente a pour effet de forcer les retraités à utiliser une plus grande part de leur épargne privée dans les premières années de leur retraite, en échange de prestations publiques plus importantes par la suite. Ce mécanisme offre de la flexibilité aux régimes de retraite puisque les prestations publiques sont offertes à vie, alors que l'épargne privée est

limitée. À l'heure actuelle, il semble que ce mécanisme soit relativement peu utilisé. Par exemple, seulement près de 3 % des nouveaux prestataires du RRQ ont plus de 65 ans¹³.

Il est par ailleurs à noter que, bien que le présent cahier n'aborde pas ces aspects, la retraite et la prise de différentes prestations peuvent se chevaucher. Il est possible de ne pas cesser complètement de travailler et ainsi maintenir un revenu de travail moindre. Il est aussi possible de recevoir des prestations de retraite tout en continuant de travailler, à temps plein ou non. Le Régime de rentes du Québec offre par exemple une rente bonifiée aux personnes de plus de 60 ans qui la touche tout en continuant de travailler.

2.3 Objectifs poursuivis

Le système de retraite sert à permettre aux travailleurs de pouvoir vivre les dernières années de leur vie de la façon qui leur convient. On peut mesurer l'efficacité et l'efficience d'un tel système en observant l'atteinte de trois objectifs.

2.3.1 Atteinte du taux de remplacement

Le premier critère évident d'efficacité du système de retraite est de permettre effectivement aux retraités d'avoir le niveau de vie qu'ils souhaitent à la retraite. Il n'existe pas d'analyse scientifique du taux de remplacement optimal du revenu une fois à la retraite. La règle la plus commune est de considérer qu'un taux de remplacement proche de 70 % du revenu de travail est adéquat. Ce taux tient compte du fait que certaines dépenses liées au travail telles que le transport ou l'habillement sont moindres une fois à la retraite et que la fiscalité et les transferts sont plus généreux envers les aînés.

2.3.2 Minimisation de l'épargne requise

Tout individu peut choisir un taux de remplacement visé qui lui convient, mais ce choix a un coût. Les programmes publics à la retraite ne couvrent pas nécessairement tous les besoins et un taux de couverture donné implique donc un taux d'épargne particulier pendant la vie active. Les individus doivent, en partie, choisir entre plus de revenus en cours de carrière et plus de revenus à la retraite. On souhaite donc avoir un système qui offre le plus de revenus de retraite pour un niveau d'épargne donné ou, inversement, qui demande le moins d'épargne possible pour un niveau de vie à la retraite donné. Un tel système permet de minimiser les sacrifices au cours de la vie active des travailleurs pour un niveau de vie donné à la retraite.

¹³ Retraite Québec (2016), *Statistiques 2015 – Régime de rentes du Québec*, p. 64.

2.3.3 Minimisation du risque

Une bonne partie de la planification de la retraite se fait face à l'incertitude. Ces deux plus grandes sources d'incertitude sont l'espérance de vie et les rendements des marchés financiers. Les travailleurs ne savent pas jusqu'à quel âge ils vont vivre. Ils ont une idée de l'espérance de vie de leur génération, mais il ne s'agit que d'une estimation très large. Une personne qui vit très longtemps court ainsi le risque de survivre à son épargne et voir son niveau de vie chuter à un âge avancé, à un moment où on peut difficilement faire des ajustements à son style de vie et où l'autonomie et la santé sont généralement plus fragiles. À l'inverse, une personne qui décède tôt aura fait des sacrifices dont elle ne bénéficiera pas entièrement. Cette personne pourrait laisser un héritage plus important à ses proches, mais c'est un cadeau dont il est difficile de mesurer la valeur pour le retraité lui-même.

La tenue des marchés financiers constitue également une source d'incertitude. Il est difficile d'anticiper les rendements futurs des diverses classes d'actifs. De plus, un investisseur jeune peut voir une partie de ses actifs perdre de la valeur, en raison d'un repli boursier par exemple, et attendre la reprise du marché pour vendre ses actifs. Un investisseur retraité n'a pas nécessairement la même latitude parce qu'il doit liquider une part de ses actifs chaque année pour vivre. Il ne peut donc pas nécessairement attendre qu'un marché ou un autre se rétablisse et est donc plus exposé au risque financier. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la plupart des stratégies d'investissements en vue de la retraite comportent une conversion vers des titres moins risqués lorsque l'âge de la retraite approche.

Cet objectif de minimisation du risque est capté par la mesure du taux de couverture publique à 70 ans. On le calcul en divisant le montant des prestations publiques (RRQ, PSV et SRG, le cas échéant) par l'objectif de revenu à la retraite. C'est à cet âge que les rentes publiques peuvent être les plus importantes en raison de leur report potentiel, tel que décrit à la section précédente. Plus une part importante des besoins financiers d'une personne est couverte par les régimes publics, plus elle est prémunie contre le risque de marché ou de longévité, puisque les prestations publiques sont indexées et versées jusqu'au décès, peu importe la tenue des marchés financiers et peu importe le nombre d'années que dure la retraite du prestataire. Si le taux de couverture publique atteint 100 %, la personne est complètement protégée contre ces risques. Évidemment, une personne qui se prémunit contre le risque de longévité reste exposée au risque de décès prématuré, la protection accrue obtenue par report des rentes n'est d'aucune utilité pour ceux qui décèdent avant d'atteindre l'âge où ils prévoyaient les demander.

2.4 Hypothèses générales

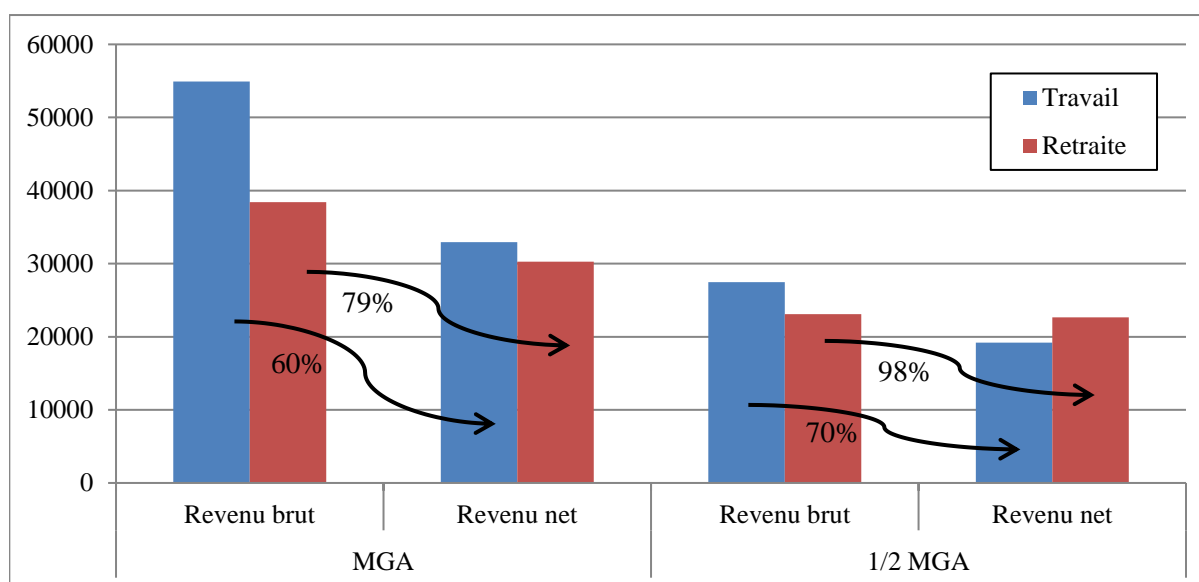
Toutes les simulations présentées dans ce cahier de recherche reposent sur une série d'hypothèses générales. Les choix en matière de retraite étant pratiquement infinis, il a fallu se concentrer sur une série de situations représentatives et formuler certaines hypothèses par la même occasion. Des hypothèses plus spécifiques aux cas étudiés sont présentées dans les autres sections. Ces hypothèses s'appuient sur les normes de l'Institut québécois de planification financière (IQPF).

- Rendement de l'épargne privée de 5 % par année, après frais de gestion.
- Inflation de 2,1 % par année.
- Épuisement du capital à 94 ans.
- Les cas simulés sont ceux de personnes qui commencent à travailler, et donc à cotiser au RRQ, à 25 ans et commencent à épargner pour leur retraite à 30 ans.
- L'épargne est entièrement effectuée par le biais de REER.
- Les cas étudiés correspondent à un revenu égal au maximum des gains admissibles (MGA en 2016) au RRQ (54 900 \$) et à la moitié de ce maximum ($\frac{1}{2}$ MGA, 27 450 \$ en 2016) pour toute la durée de la carrière.
- Le taux de remplacement visé à la retraite est de 60 % du revenu brut de travail pour les personnes qui avaient un revenu égal au MGA et de 70 % du revenu brut de travail pour celles qui avaient un revenu équivalent à $\frac{1}{2}$ MGA.
- Les cas étudiés correspondent à une prise de retraite, soit le fait de cesser de travailler, mais pas nécessairement le fait de demander ses rentes publiques, à 60 ou 65 ans. Pour information, selon le Régime de rentes du Québec, l'âge moyen de prise de cette rente était de 61,5 ans en 2015¹⁴. Cette hypothèse signifie que le taux d'épargne requis pour un niveau de revenu privé donné est réparti sur 35 ou 30 années de travail (l'épargne débute à 30 ans et la retraite est prise à 65 ou 60 ans).
- Tous les cas sont basés sur une prise de retraite en 2016. La somme d'épargne requise est donc en dollars de 2016 et les paramètres des régimes publics sont ceux qui ont cours aujourd'hui, incluant les taux d'indexation dans le temps.

¹⁴ Retraite Québec (2016), *Statistiques 2015 – Régime de rentes du Québec*, p. 60.

Encadré 1 : Taux de remplacement du revenu de travail à la retraite en revenu brut ou net

Il n'existe pas d'études établissant le niveau optimal de remplacement du revenu souhaitable en fonction de la situation d'une personne. Évidemment, plus le revenu de travail aura été modeste, plus le taux de remplacement doit être élevé pour atteindre un minimum vital. La figure ci-dessous illustre la différence entre le revenu de travail et le revenu de retraite et permet d'observer à quel point ce simple changement offre un revenu disponible plus important, en raison du traitement différent de ces sources de revenus du point de vue fiscal. On peut voir qu'un taux de remplacement établi à 60 % sur la base du revenu de travail brut pour une personne ayant travaillé toute sa vie active au maximum des gains admissibles correspond à un taux de remplacement sur la base du revenu disponible après impôt de 79 %. Pour une personne ayant travaillé toute sa vie active à la moitié des gains admissibles, un taux de remplacement de 70 % sur la base du revenu de travail brut représente un taux de remplacement de 98 % sur la base du revenu disponible.



Source : Ministère des Finances (2017). Revenu disponible 2016 et 2017 [Outil de calcul en ligne], [<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/outils/revenu-disponible-fr.asp>] et calculs des auteurs.

3. SIMULATIONS POUR UNE PERSONNE AU MAXIMUM DES GAINS ADMISSIBLES

Les premières simulations¹⁵ visent à illustrer le fonctionnement du système de retraite pour une personne touchant le maximum des gains admissibles. On peut notamment y observer comment les quatre sources de revenus (PSV, SRG, RRQ, épargne) se complètent entre elles et remplacent le salaire comme source de revenu une fois à la retraite. L'effet de la flexibilité des régimes est également illustré.

3.1 Prise de retraite à 60 ans

La présente analyse consiste à illustrer les effets pour une personne prenant dans tous les cas sa retraite à 60 ans, les effets de demander ses prestations publiques le plus tôt possible, à 65 ans pour la PSV et à 60 ans pour la rente du RRQ, ou encore de les retarder à 65 ans ou même à 70 ans.

La première illustration de la figure 2 s'intéresse à une personne qui a travaillé toute sa vie active au maximum des gains admissibles (54 900 \$ en 2016) et qui prendrait sa retraite à 60 ans en demandant les prestations publiques dès qu'elle y a droit, donc à 60 ans pour le RRQ et à 65 ans pour la PSV. En vue de maintenir son niveau de vie, son taux de remplacement de ses revenus de travail est fixé à 60 % à la retraite, donc 60 % de 54 900 \$. Son épargne devra donc couvrir la différence entre ses besoins et la valeur de la rente du RRQ jusqu'à ses 65 ans et, à partir de 65 ans, la prestation de la PSV s'ajoutera à la prestation du RRQ et donc le besoin de recourir à l'épargne accumulée sera moindre. Néanmoins, l'épargne représente plus de la moitié des revenus dont a besoin le retraité jusqu'à la fin de sa vie. Cette personne ne touche pas de SRG parce que son revenu est trop élevé pour qu'il soit possible d'en remplacer 60 % tout en touchant cette prestation.

L'encadré 2 détaille l'exercice effectué pour tracer l'illustration de la page suivante.

¹⁵ Les simulations de retraite présentées dans cette étude le sont à des fins illustratives uniquement et non à des fins de planification financière personnelle.

Encadré 2 : Calculs des composantes du revenu à la retraite**Données de base :**

- Âge de retraite : 60 ans
- Revenu de travail avant : MGA = 54 900 \$
- Taux de remplacement : 60 %
- Objectif de revenu à la retraite : 32 940 \$
(60 % de 54 900 \$ = 32 940 \$)
- Demande des prestations dès que possible

Montants en \$ de 2016

Âge	RRQ	PSV	Total public	Objectif	Revenu provenant de l'épargne
60	8 557	0	8 557	32 940	24 383
61	8 557	0	8 557	32 940	24 383
62	8 557	0	8 557	32 940	24 383
63	8 557	0	8 557	32 940	24 383
64	8 557	0	8 557	32 940	24 383
65	8 557	6 942	15 499	32 940	17 441
Chaque année de 66 à 94 ans	8 557	6 942	15 499	32 940	17 441

Taux de couverture publique à 70 ans : 47 %

(15 499 \$ / 32 940 \$ = 47 %)

Dans le second cas, la même personne décide de demander sa rente du RRQ à 65 ans, en même temps que la PSV. Dans ce cas, son épargne doit couvrir tous ses besoins financiers jusqu'à ce qu'elle atteigne 65 ans. Toutefois, par la suite, la rente plus importante du RRQ, jumelée à la PSV, couvriraient plus de la moitié de ses besoins financiers de 65 ans à son décès.

Dans la troisième situation, la personne décide de repousser le plus loin possible la date de demande de ses prestations publiques, soit à 70 ans. Dans ce cas, l'épargne doit couvrir la totalité de son taux de remplacement de 60 à 70 ans. Par contre, de 70 ans à son décès, les prestations publiques couvriraient la grande majorité de ses besoins financiers.

Figure 2 : Répartition des sources de revenus dans le cas d'une retraite à 60 ans au maximum des gains amissibles



Tableau 2 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, MGA

Âge de retraite	60	60	60
Âge de prise RRQ/PSV	60/65	65/65	70/70
Épargne totale requise (\$)	434 873	405 213	391 191
Taux d'épargne annualisé (%)	17,08	15,92	15,37
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	46,05	57,69	78

Le tableau 2 résume les graphiques présentés à la figure 2. On peut voir que, pour un âge de la retraite fixé à 60 ans, l'effet de l'âge de demande des deux prestations publiques est important. Le besoin d'épargne total diminue de près de 30 000 \$ lorsque cette personne décide d'attendre 65 ans pour demander la rente du RRQ (405 213 \$ contre 434 873 \$). Il diminue encore davantage si elle repousse la demande de ses deux prestations publiques jusqu'à 70 ans (391 191 \$ contre 405 213 \$).

La personne qui demanderait ses deux prestations le plus tôt possible doit épargner 17,1 % de son revenu de travail à partir de 30 ans pour couvrir adéquatement ses besoins financiers à la retraite. Ce besoin diminue de presque 2 points de pourcentage (15,4 %) si cette personne attend le plus longtemps possible pour demander ses prestations. Non seulement ce besoin d'épargne diminue, mais cette attente est également récompensée par une couverture publique beaucoup plus importante en repoussant le moment de demander ses prestations publiques de retraite (46,1 % contre 57,7 % ou 78 %). Cette personne court donc beaucoup moins de risque de voir son épargne ne pas lui suffire à la fin de sa vie.

Les figures 3 et 4 illustrent les cas intermédiaires entre la demande de la rente du RRQ de 60 à 65 ans ou le report du RRQ et de la PSV de 65 à 70 ans. On peut observer dans les deux cas un point d'inflexion à 65 ans.

Figure 3 : Taux d'épargne annualisé, selon l'âge de prise des rentes publiques, MGA

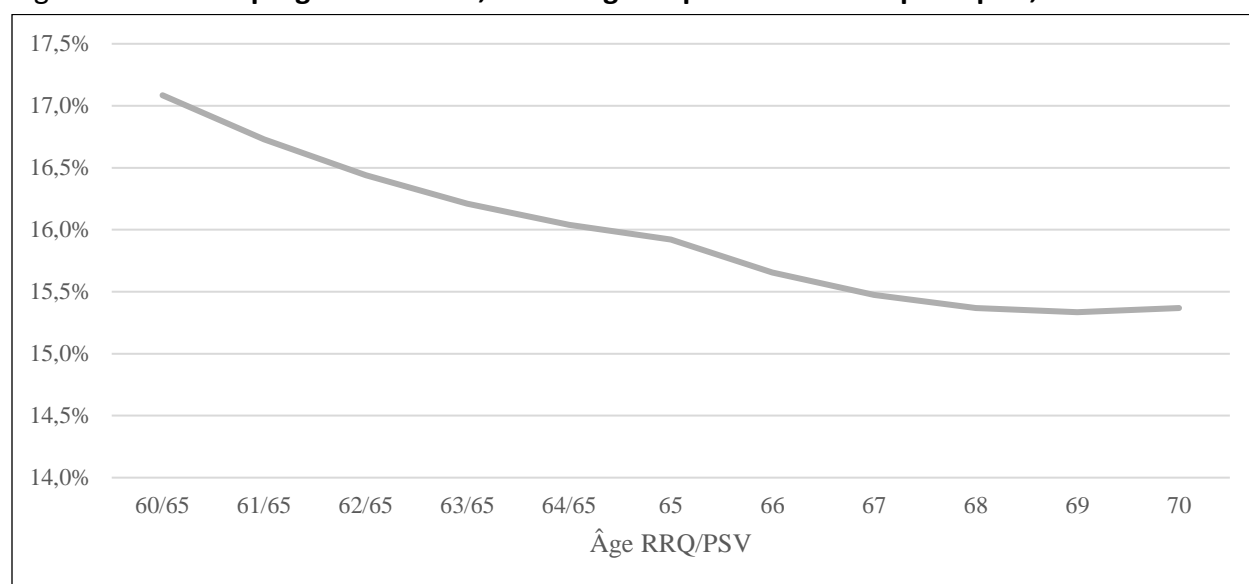
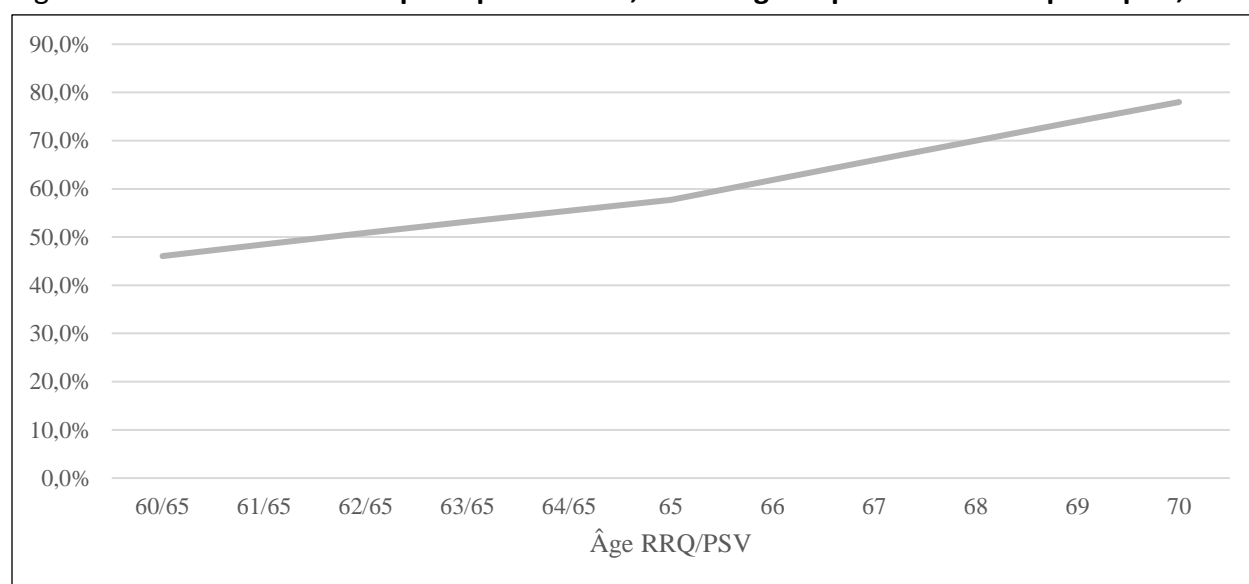


Figure 4 : Taux de couverture publique à 70 ans, selon l'âge de prise des rentes publiques, MGA



La progression des taux de couverture publique est quant à elle encore plus claire. Plus les prestations sont prises tard, plus le taux de couverture augmente. Après 65 ans, comme on repousse les deux prestations, le taux de couverture s'accroît plus rapidement.

Tableau 3 : Taux d'épargne requis et taux de couverture publique à 70 ans, régime actuel, MGA, retraite à 60 ans

Taux d'épargne requis						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
60	17,1 %	17,0 %	16,9 %	16,9 %	16,9 %	16,9 %
61	16,7 %	16,6 %	16,6 %	16,5 %	16,5 %	16,5 %
62	16,4 %	16,3 %	16,3 %	16,2 %	16,2 %	16,2 %
63	16,2 %	16,1 %	16,0 %	16,0 %	16,0 %	16,0 %
64	16,0 %	15,9 %	15,9 %	15,8 %	15,8 %	15,8 %
65	15,9 %	15,8 %	15,8 %	15,7 %	15,7 %	15,7 %
66	15,8 %	15,7 %	15,6 %	15,5 %	15,5 %	15,5 %
67	15,6 %	15,5 %	15,5 %	15,4 %	15,4 %	15,4 %
68	15,6 %	15,5 %	15,4 %	15,4 %	15,3 %	15,3 %
69	15,6 %	15,5 %	15,4 %	15,4 %	15,3 %	15,3 %
70	15,6 %	15,5 %	15,4 %	15,4 %	15,4 %	15,4 %
Taux de couverture publique à 70 ans						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
60	46,0 %	47,6 %	49,1 %	50,6 %	52,1 %	53,6 %
61	48,5 %	50,0 %	51,5 %	53,0 %	54,5 %	56,1 %
62	50,9 %	52,4 %	53,9 %	55,4 %	56,9 %	58,4 %
63	53,2 %	54,7 %	56,2 %	57,7 %	59,2 %	60,8 %
64	55,5 %	57,0 %	58,5 %	60,0 %	61,5 %	63,0 %
65	57,7 %	59,2 %	60,7 %	62,2 %	63,8 %	65,3 %
66	60,3 %	61,8 %	63,3 %	64,9 %	66,4 %	67,9 %
67	62,9 %	64,4 %	65,9 %	67,5 %	69,0 %	70,5 %
68	65,4 %	67,0 %	68,5 %	70,0 %	71,5 %	73,0 %
69	67,9 %	69,5 %	71,0 %	72,5 %	74,0 %	75,5 %
70	70,4 %	71,9 %	73,4 %	75,0 %	76,5 %	78,0 %

Le tableau 3 complète l'analyse en détails. Il présente le taux d'épargne requis et le taux de couverture publique atteint pour une personne qui prend sa retraite à 60 ans et qui demande ses prestations du plus hâtivement au plus tardivement. Le régime actuel lui offre le besoin d'épargne le plus faible en demandant ses deux prestations à 69 ans (15,3 %, contre 17,1 % à avec le RRQ à 60 ans et la PSV à 65 ans) et le taux de couverture publique le plus important s'il attend à 70 ans (78 %, contre seulement 46 % avec le RRQ à 60 ans et la PSV à 65 ans).

Il est à noter que, bien que le taux d'épargne minimal puisse être atteint avec quatre combinaisons d'âge de prise de prestations différentes, ces quatre combinaisons n'impliquent pas le même taux de couverture publique. Par exemple, en prenant sa rente du RRQ à 68 ans et sa PSV à 69, une personne ayant gagné le MGA pendant sa carrière obtiendrait un taux de couverture publique de 71,5 %, alors qu'en demandant ses prestations du RRQ et de la PSV à 69 et 70 ans respectivement, elle serait couverte à 75,5 % par les régimes publics. Pour une épargne essentiellement identique (390 646 \$ contre 390 390 \$, arrondis au même taux d'épargne de 15,3 %), cette personne obtient une couverture publique de trois points de pourcentage supérieure. Elle peut d'ailleurs faire également augmenter sa couverture publique de deux points et demie de pourcentage en repoussant sa prise de prestations à 70 ans, pour une épargne marginalement supérieure (390 390 \$ et 15,3 % d'épargne contre 391 191 \$ et 15,4 % d'épargne).

3.2 Prise de retraite à 65 ans

Les régimes de prestations publiques sont conçus pour favoriser une retraite à 65 ans. Les simulations suivantes montrent les effets des choix de demande de ces prestations lorsque la retraite est prise à 65 ans.

Tableau 4 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, MGA

Âge de retraite	65	65
Âge de prise RRQ/PSV	65/65	70/70
Épargne totale requise (\$)	264 884	247 925
Taux d'épargne annualisé (%)	8,23	7,70
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	60,93	82,36

De façon analogue à la situation de la personne qui prend sa retraite à 60 ans, la personne qui la prend à 65 ans, et qui gagnait le maximum des gains admissibles pendant sa carrière, voit ses besoins en épargne diminuer à mesure qu'elle repousse le moment de la demande de ses prestations. Cette diminution s'arrête passé 69 ans, autant pour le report de la rente du RRQ que de la PSV. Dans presque toutes les situations, le report du RRQ a une incidence plus grande sur la baisse du taux d'épargne requis que le report de la PSV. Cette situation s'explique par le fait que la rente du RRQ est plus importante en valeur que la PSV et parce que son taux de majoration actuarielle en cas de report est plus important.

Le taux de couverture publique quant à lui progresse de façon parfaitement linéaire selon l'âge de demande des prestations. L'effet du report de la rente du RRQ est plus grand que celui du report de la PSV, pour les mêmes raisons qu'énoncées précédemment.

Pour la personne qui a travaillé toute sa vie au maximum des gains admissibles (MGA) et qui prend sa retraite à 65 ans, les besoins d'épargne diminuent de 8,2 % à 65 ans pour atteindre 7,7 % avec certaines combinaisons d'âge pour demander les prestations, soit entre 67 et 70 ans pour la PSV et entre 68 et 70 ans pour le RRQ. Du côté de la couverture publique, elle progresse de 60,9 % à 65 ans jusqu'à 82,4 %, où elle est maximisée, en les demandant à 70 ans.

Tableau 5 : Taux d'épargne requis et taux de couverture publique à 70 ans, régime actuel, MGA, retraite à 65 ans

Taux d'épargne requis						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
65	8,2 %	8,1 %	8,1 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %
66	8,1 %	8,0 %	7,9 %	7,9 %	7,9 %	7,9 %
67	8,0 %	7,9 %	7,8 %	7,8 %	7,7 %	7,7 %
68	7,9 %	7,8 %	7,7 %	7,7 %	7,7 %	7,7 %
69	7,9 %	7,8 %	7,7 %	7,7 %	7,7 %	7,7 %
70	7,9 %	7,8 %	7,8 %	7,7 %	7,7 %	7,7 %
Taux de couverture à 70 ans						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
65	60,9 %	62,4 %	64,0 %	65,5 %	67,0 %	68,5 %
66	63,8 %	65,3 %	66,8 %	68,3 %	69,9 %	71,4 %
67	66,6 %	68,1 %	69,6 %	71,2 %	72,7 %	74,2 %
68	69,4 %	70,9 %	72,4 %	73,9 %	75,4 %	77,0 %
69	72,1 %	73,6 %	75,1 %	76,6 %	78,2 %	79,7 %
70	74,8 %	76,3 %	77,8 %	79,3 %	80,8 %	82,4 %

3.3 Synthèse pour un cotisant au maximum des gains admissibles

Dans leur forme actuelle, les régimes publics de retraite offerts aux Québécois procurent une grande flexibilité en ce qui concerne l'âge de prise des prestations. Cette flexibilité a un impact sur l'épargne requise pour maintenir un niveau de vie donné à la retraite et la protection contre le risque de longévité par le biais de la couverture publique. Il est à noter que le choix de prendre sa retraite à 60 ou 65 ans a un effet déterminant sur le niveau d'épargne à consacrer à la retraite en cours de carrière, pour une couverture publique somme toute similaire.

Ainsi, en comparant le scénario de la retraite à 60 ans et celle à 65 ans, on constate que le besoin d'épargne est diminué par deux pour une personne demandant dans les deux cas ses prestations à 65 ans (17,1 % contre 8,2 %). Du côté du taux de couverture à 70 ans, l'écart entre la prise de la retraite à 60 ans ou à 65 ans n'a pas autant d'importance, il ne dépasse pas 5 points de pourcentage (78 % contre 82,4 %).

Tableau 6 : Tableau synthèse, MGA

Âge de la retraite	Taux d'épargne requis si prestations demandées dès la retraite	Âge pour minimiser le taux d'épargne ¹⁶	Couverture publique si prestations demandées à 70 ans
Retraite à 65 ans	8,2 %	70 ans, 7,7 %	82,4 %
Retraite à 60 ans	17,1 %	69 ans RRQ et 70 ans PSV, 15,3 %	78,0 %

¹⁶ Si plusieurs combinaisons permettaient de minimiser l'épargne, celle qui offre la couverture publique la plus importante a été retenue.

4. SIMULATIONS POUR UNE PERSONNE À LA MOITIÉ DES GAINS ADMISSIBLES

Les cas suivants présentent la situation d'une personne qui a gagné, tout au long de sa carrière, la moitié du maximum des gains admissibles. On peut voir comment se complètent les sources de revenus de retraite dans son cas, selon qu'elle prend sa retraite à 60 ou 65 ans.

Encadré 3 : Calcul du Supplément de revenu garanti

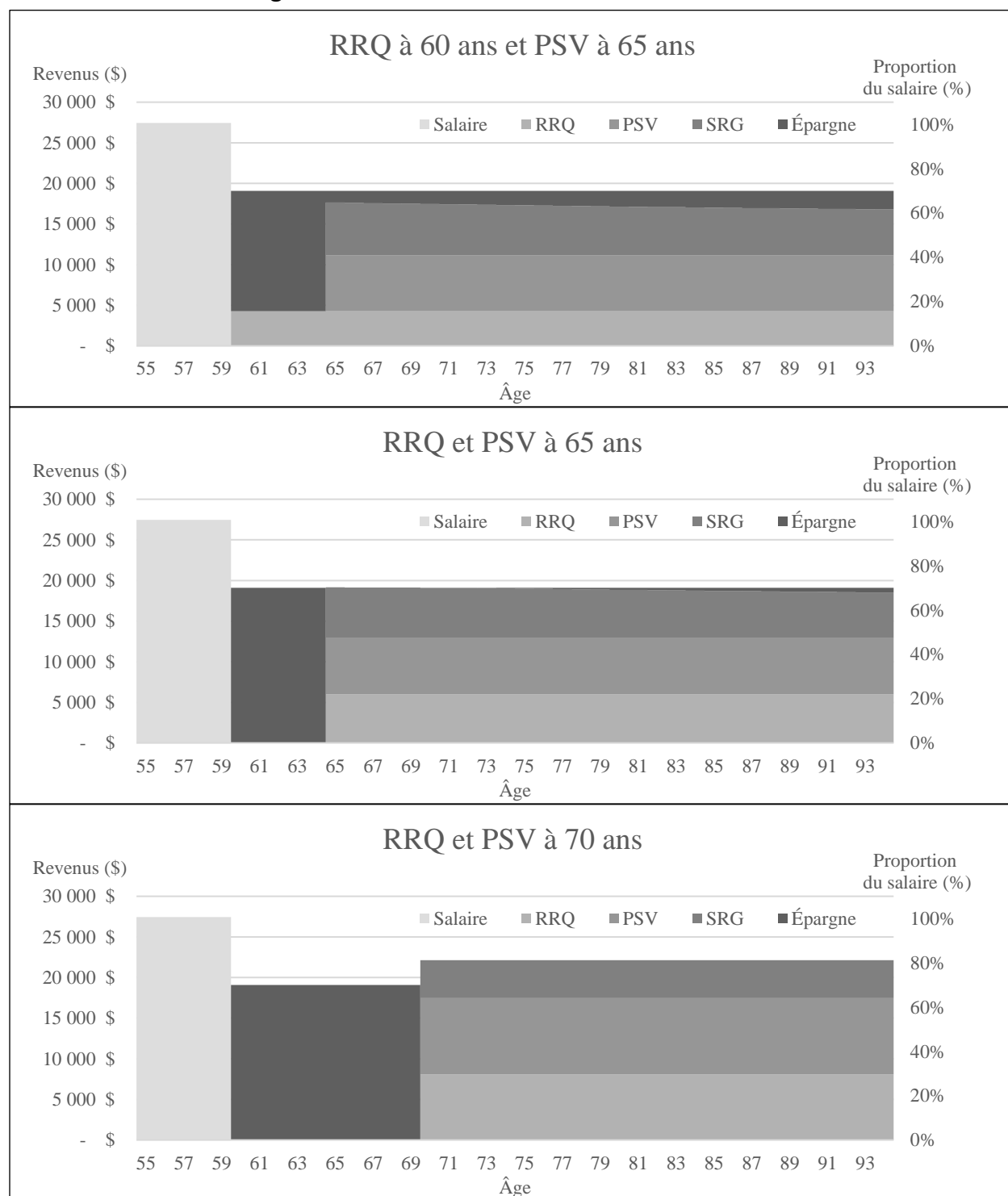
Les simulations sur lesquelles s'appuie cette étude sont effectuées selon la logique suivante :

1. On calcule le revenu équivalent au taux de remplacement souhaité (70 % dans le cas de la personne à la moitié des gains admissibles).
2. On calcule le montant de la PSV et du RRQ auquel la personne a droit en fonction de l'âge auquel ces prestations sont demandées et en fonction de l'âge de prise de la retraite.
3. On calcule ensuite conjointement le montant d'épargne et le SRG pour combler l'écart avec le revenu souhaité.
4. Ce calcul est effectué pour chaque année de retraite en tenant compte des facteurs d'indexation des programmes publics.

La PSV et le RRQ sont fixés par leurs paramètres respectifs, mais la personne a le choix du montant d'épargne qu'elle souhaite utiliser. Comme le SRG diminue en fonction des autres revenus (à l'exception de la PSV), choisir le montant d'épargne implique de choisir le montant de SRG qui sera disponible. Dans certaines situations, le revenu à remplacer est trop important pour qu'il soit possible de le faire tout en touchant le SRG, comme c'est le cas pour les personnes ayant touché le MGA dont la situation est présentée plus tôt. Pour d'autres personnes, le SRG, combiné aux deux autres prestations publiques, suffit à combler, voire à dépasser, les besoins de remplacement de revenu et il n'y a donc pas d'épargne. Finalement, certains prestataires sont dans une zone de revenu où une combinaison de SRG et d'épargne leur permet d'atteindre le taux de remplacement souhaité. Ces combinaisons ont été obtenues en cherchant, pour un objectif de revenu à la retraite donné, à minimiser l'épargne, pour laquelle il faut se priver pendant la vie active.

4.1 Prise de retraite à 60 ans

Figure 5 : Répartition des sources de revenus dans le cas d'une retraite à 60 ans à la moitié du maximum des gains amissibles



Dans le cas d'une personne qui aurait gagné la moitié du maximum des gains admissibles au cours de sa carrière (27 450 \$), le taux de remplacement souhaité atteint 70 % du salaire. Le SRG contribue significativement à l'atteinte de cet objectif. La personne qui prendrait sa retraite à 60 ans et demanderait ses prestations le plus tôt possible aurait alors un besoin d'épargne important pour les premières années de sa retraite, mais très faible pour les années subséquentes.

Dans le cas où cette même personne attendrait à 65 pour demander sa rente du RRQ, non seulement le besoin en épargne serait plus bas (94 035 \$ versus 103 830 \$), mais les prestations publiques couvriraient l'entièreté de ses besoins financiers passé cet âge.

Finalement, dans le cas où cette même personne demandait ses prestations à 70 ans, elle dépasserait ses besoins financiers, mais cela apparaît peu avantageux, car elle nécessite une augmentation significative de l'épargne requise (169 945 \$ versus 94 240 \$.), cette personne ne pouvant compter que sur cette source de revenus pendant près de 10 ans¹⁷.

Tableau 7 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, ½ MGA

Âge de retraite	60	60	60
Âge de prise RRQ/PSV	60/65	65/65	70/70
Épargne totale requise (\$)	103 830	94 240	169 945
Taux d'épargne annualisé (%)	8,16	7,40	13,35
Taux de couverture des régimes publics à 70 ans (%)	91,44	100,10	115,93

Le tableau 7 montre bien le retournement qui s'opère passé 65 ans. À cet âge, la personne reçoit des prestations couvrant presque tous ses besoins. En dépassant ce point, la personne dépasse ce seuil, mais surtout ses besoins en termes d'épargne se remettent à augmenter en raison de l'importante somme qu'il lui faut avoir accumulée pour subvenir à ces besoins en début de retraite. Il est donc possible, sous notre système de rentes publiques, d'épargner pour obtenir un niveau de vie plus élevé à la retraite que lors de sa vie active. Cette option est néanmoins très

¹⁷ Cette situation s'explique par le fait que, lorsque le taux de remplacement visé n'est pas atteint par les prestations publiques (soit un taux de couverture publique inférieur à 100 %), chaque dollar épargné et utilisé pour reporter la prise de rente fait augmenter la valeur de ces rentes. Du coup, le besoin d'épargne une fois les rentes demandées diminue. On utilise plus d'épargne en début de retraite pour en avoir moins besoin plus tard. Lorsque le taux de remplacement est atteint, l'épargne supplémentaire permet de faire augmenter les rentes par leur report, mais ne permet plus de faire diminuer l'épargne requise passé la prise des rentes puisqu'il n'y en a plus. Chaque année de report passé ce point a donc un « coût en épargne » bien plus grand.

coûteuse en épargne pour des travailleurs dont les revenus de carrière sont somme toute modestes.

Il est également intéressant de noter que le SRG perd légèrement en valeur pour ses bénéficiaires qui gagnaient la moitié du maximum des gains admissibles, comme on le voit bien au premier graphique de la figure 5. Bien que le montant maximal du SRG, y compris son allocation complémentaire, soit indexé au coût de la vie, le seuil à partir duquel débute cette allocation est fixe. La valeur de ce seuil décroît donc légèrement au fil du temps. Cette indexation partielle du régime du SRG a pour effet de placer certains prestataires dans une zone où l'indexation de leur rente du RRQ gruge une partie de l'indexation de leur SRG, avec pour conséquence un besoin d'épargne supplémentaire afin de maintenir un niveau de vie constant. Cette situation n'affecte pas tous les prestataires du SRG et son effet, regrettable, est limité à quelques points de pourcentage de couverture publique en moins. Ceci explique en partie pourquoi l'écart du taux d'épargne requis est si grand entre une prise de retraite à 60 ans du RRQ et à 66 ans de la PSV, comparativement à demander la PSV à 65 ans tout en continuant de demander le RRQ à 60 ans.

Figure 6 : Taux d'épargne annualisé, selon l'âge de prise des rentes publiques, ½ MGA

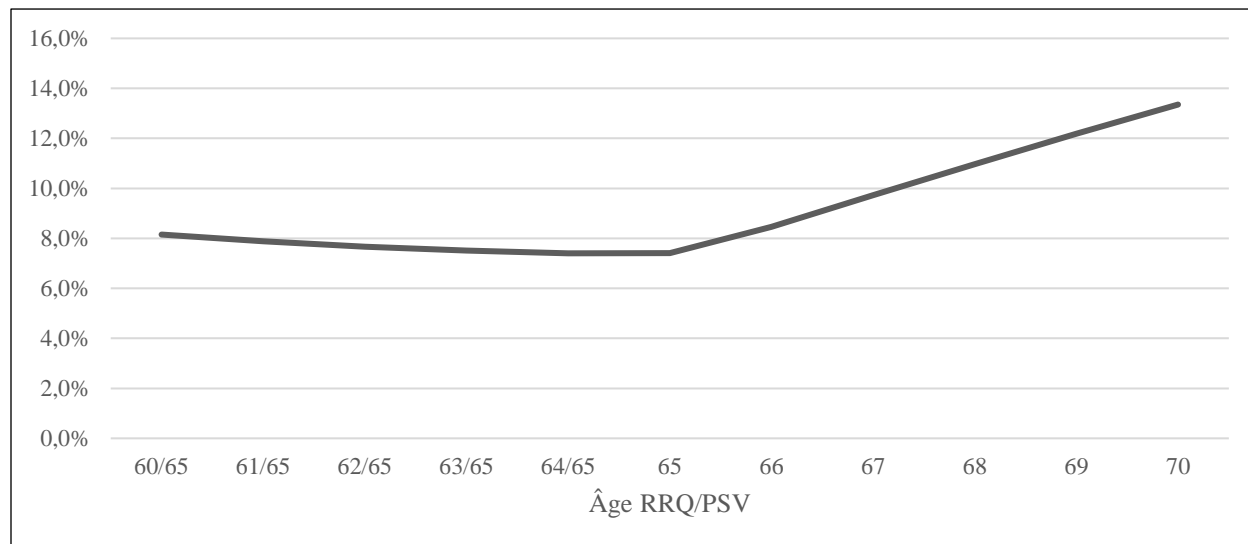


Figure 7 : Taux de couverture publique à 70 ans, selon l'âge de prise des rentes publiques, ½ MGA

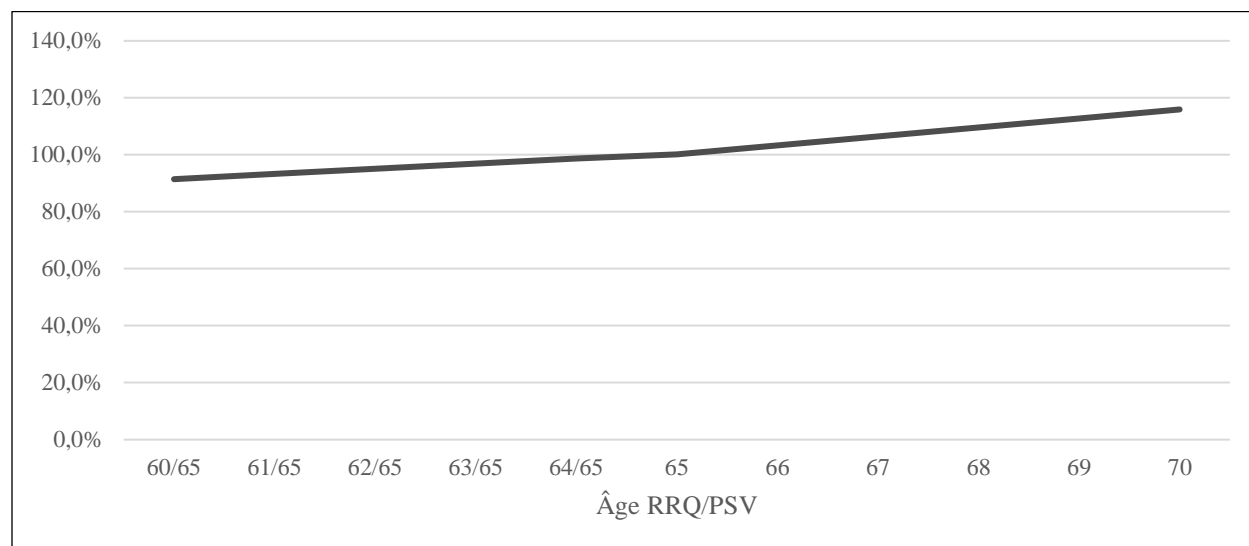


Tableau 8 : Taux d'épargne requis et taux de couverture publique à 70 ans, ½ MGA, retraite à 60 ans

Taux d'épargne requis						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
60	8,2 %	6,6 %	7,6 %	8,5 %	9,5 %	10,4 %
61	7,9 %	6,8 %	7,7 %	8,7 %	9,6 %	10,5 %
62	7,7 %	7,0 %	8,0 %	8,9 %	9,8 %	10,6 %
63	7,5 %	7,3 %	8,2 %	9,1 %	10,0 %	10,9 %
64	7,4 %	7,7 %	8,6 %	9,4 %	10,3 %	11,1 %
65	7,4 %	8,0 %	8,9 %	9,8 %	10,6 %	11,4 %
66	7,6 %	8,5 %	9,3 %	10,1 %	10,9 %	11,7 %
67	7,9 %	8,7 %	9,7 %	10,5 %	11,3 %	12,1 %
68	8,3 %	9,0 %	9,9 %	11,0 %	11,7 %	12,4 %
69	8,7 %	9,2 %	10,0 %	11,0 %	12,2 %	12,9 %
70	9,0 %	9,4 %	10,1 %	11,1 %	12,2 %	13,4 %
Taux de couverture à 70 ans						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
60	91,4 %	100,5 %	103,1 %	105,7 %	108,3 %	110,9 %
61	93,3 %	100,9 %	103,5 %	106,1 %	108,7 %	111,3 %
62	95,1 %	101,4 %	104,0 %	106,6 %	109,2 %	111,8 %
63	96,9 %	101,8 %	104,4 %	107,0 %	109,6 %	112,2 %
64	98,7 %	102,3 %	104,9 %	107,5 %	110,1 %	112,7 %
65	100,1 %	102,7 %	105,3 %	107,9 %	110,5 %	113,1 %
66	100,7 %	103,3 %	105,9 %	108,5 %	111,1 %	113,7 %
67	101,2 %	103,8 %	106,4 %	109,0 %	111,6 %	114,2 %
68	101,8 %	104,4 %	107,0 %	109,6 %	112,2 %	114,8 %
69	102,3 %	104,9 %	107,5 %	110,1 %	112,7 %	115,3 %
70	102,9 %	105,5 %	108,1 %	110,7 %	113,3 %	115,9 %

On peut observer à la figure 6 que le taux d'épargne requis forme un creux à 65 ans. Passé ce stade, le seuil de remplacement est atteint et l'épargne reprend en importance, ce qui fait augmenter le taux d'épargne requis. On peut également constater que, bien que cette personne obtienne le taux de couverture publique le plus élevé en demandant ses deux rentes à 70 ans (115,9 % contre 91,4 % si le RRQ est demandé à 60 ans par exemple), elle atteint déjà un taux de remplacement de 100 % en demandant sa rente du RRQ à 65 ans et celle de la PSV le plus tôt possible, soit à 65 ans.

4.2 Prise de retraite à 65 ans

Tableau 9 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, ½ MGA

Âge de retraite	65	65
Âge de prise RRQ/PSV	65/65	70/70
Épargne totale requise (\$)	0	90 913
Taux d'épargne annualisé (%)	0,00	5,65
Taux de couverture des régimes publics à 70 ans (%)	101,03	117,80

Le tableau 9 montre bien le retournement qui s'opère passé 65 ans. À cet âge, la personne reçoit des prestations couvrant tous ses besoins, et ce, sans besoin d'épargne. En attendant après 65 ans pour demander ses prestations publiques, la personne aurait une meilleure couverture publique, mais cela se financerait par une importante épargne supplémentaire durant sa vie active.

Tableau 10 : Taux d'épargne requis et taux de couverture publique à 70 ans, ½ MGA, retraite à 65 ans

Taux d'épargne requis						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
65	0,0 %	0,8 %	1,6 %	2,3 %	3,0 %	3,7 %
66	0,3 %	1,2 %	1,9 %	2,6 %	3,3 %	4,0 %
67	0,7 %	1,4 %	2,4 %	3,0 %	3,7 %	4,4 %
68	1,0 %	1,6 %	2,5 %	3,5 %	4,1 %	4,8 %
69	1,3 %	1,8 %	2,6 %	3,5 %	4,6 %	5,2 %
70	1,7 %	2,0 %	2,7 %	3,6 %	4,6 %	5,6 %

Taux de couverture à 70 ans						
Âge RRQ/ Âge PSV	65	66	67	68	69	70
65	101,0 %	103,6 %	106,2 %	108,8 %	111,4 %	114,0 %
66	101,7 %	104,3 %	106,9 %	109,5 %	112,1 %	114,7 %
67	102,3 %	104,9 %	107,5 %	110,1 %	112,7 %	115,3 %
68	102,8 %	105,5 %	108,1 %	110,7 %	113,3 %	115,9 %
69	103,7 %	106,3 %	108,9 %	111,5 %	114,1 %	116,7 %
70	104,8 %	107,4 %	110,0 %	112,6 %	115,2 %	117,8 %

Dans le cas d'une personne qui prendrait sa retraite à 65 ans, le taux d'épargne requis est de 0 % lorsque les prestations sont demandées dès l'âge de la retraite. En effet, les rentes publiques couvrent l'entièreté des besoins à la retraite à ce niveau de revenu. Toutes les autres situations entraînent une hausse du taux d'épargne.

4.3 Synthèse pour un cotisant à la moitié du maximum des gains admissibles

Dans leur forme actuelle, les régimes publics de retraite offerts aux Québécois offrent une grande flexibilité en ce qui concerne l'âge de prise des prestations. Cette flexibilité a un impact sur l'épargne requise pour maintenir un niveau de vie donné à la retraite et la protection contre le risque de longévité par le biais de la couverture publique. Il est à noter que le choix de prendre sa retraite à 60 ou 65 ans a un effet déterminant sur le niveau d'épargne à consacrer à la retraite en cours de carrière, pour une couverture publique somme toute similaire.

Ainsi, en comparant le scénario de la retraite à 60 ans et à la retraite à 65 ans, on constate que le besoin d'épargne disparaît pour une personne demandant dans les deux cas ses prestations à 65 ans (8,16 % contre 0,0 %).

Du côté, du taux de couverture à 65 ans, l'écart entre la prise de la retraite à 60 ans ou à 65 ans n'a pas autant d'importance; il est pratiquement au même pourcentage (100,5 % contre 101,0 %). Par contre, l'écart dans le taux de minimisation de l'épargne requise, lui, reste significatif (6,6 % contre 0,0 %)

Tableau 11 : **Synthèse ½ MGA**

Âge de la retraite	Taux d'épargne requis si prestations demandées dès la retraite	Âge pour minimiser le taux d'épargne	Couverture publique si prestations demandées à la minimisation
Retraite à 60 ans	8,16 %	60 ans RRQ et 66 ans PSV, 6,6 %	100,5 %
Retraite à 65 ans	0,0 %	65 ans, 0 %	101,0 %

5. RÉFORME

Le reste du Canada opère un régime de retraite distinct, mais analogue au RRQ, le Régime de pensions du Canada (RPC). En 2016, les autres provinces canadiennes se sont entendues pour bonifier leur régime afin qu'il offre une couverture accrue aux retraités. Le Québec étudie en ce moment la possibilité de réformer son régime de façon analogue à ce qu'on fait les autres provinces.

5.1 Réforme envisagée

Le nouveau régime offrira des prestations correspondant à un maximum de 33 % des gains admissibles plutôt que 25 % comme c'est le cas en ce moment, autant pour le RPC que le RRQ. Cette hausse des prestations est accompagnée d'une hausse des cotisations pour les employés comme pour les employeurs. La mise en place de cette réforme est progressive. D'une part, la mise en place des cotisations est introduite progressivement de 2019 à 2023. D'autre part, la mise en place des prestations se fait également progressivement et s'échelonnera sur environ 40 ans afin d'éviter un transfert intergénérationnel qui se produirait si on offrait des prestations bonifiées à des retraités qui n'ont jamais cotisé ou très peu cotisé à la bonification du régime.

Si le Québec emboîte le pas aux autres provinces canadiennes, les besoins d'épargne des Québécois diminueront et leur capacité à sécuriser une part importante de leurs besoins financiers à la retraite augmentera. Par exemple :

- Il deviendra possible pour une personne ayant gagné le maximum des gains admissibles au RRQ d'atteindre un taux de couverture publique de 100 % en prenant sa retraite à 65 ans et en repoussant au maximum l'âge de prise de ses rentes publiques.
- Il deviendra possible pour une personne qui prend sa retraite à 60 ans après une carrière à la moitié des gains admissibles d'obtenir une pleine couverture publique de ses besoins en repoussant de quelques années l'âge de prise de ses prestations.

Dans le cadre de la présente analyse, les simulations de cette réforme présentées montrent l'effet qu'aurait un tel régime bonifié s'il était complètement appliqué maintenant. Les cas présentés sont les mêmes que pour le régime actuel. Il est à noter que, bien que les simulations ne le montrent pas directement, le taux de cotisation du retraité au RRQ augmenterait de 1 point de pourcentage de son salaire pendant sa carrière, tout comme celui qu'y verse son employeur.

5.2 Prise de retraite à 60 ans, MGA

Le tableau 12 illustre les changements qu'apporterait une bonification du RRQ analogue à celle prévue pour le RPC. L'effet du report des prestations est similaire à celui que l'on observe dans le régime actuel. Ce qui diffère, c'est l'importance plus grande prise par la rente du RRQ dans toutes les situations.

La bonification se traduit par une baisse du besoin d'épargne variant de 2,4 à 2,9 points de pourcentage selon l'âge de prise des prestations publiques. Il est également possible de constater une hausse du taux de couverture publique à 70 ans. En repoussant au maximum le moment de demander ses prestations, un travailleur qui prend sa retraite à 60 ans et qui touche le MGA peut presque être complètement couvert par les prestations publiques à partir de 70 ans (94,4 %), ce qui n'est pas possible dans le régime actuel où, dans la même situation, le taux de couverture est de 78 %, un gain de 16,4 points de pourcentage.

Tableau 12 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, MGA, avant et après bonification

Âge de retraite	60	60	60
Âge de prise RRQ/PSV	60/65	65/65	70/70
Après la bonification			
Épargne totale requise (\$)	372 848	333 302	316 565
Taux d'épargne annualisé (%)	14,65	13,09	12,44
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	54,37	69,89	94,44
Avant la bonification			
Épargne totale requise (\$)	434 873	405 213	391 191
Taux d'épargne annualisé (%)	17,08	15,92	15,37
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	46,05	57,69	78
Effet de la bonification (Écart)			
Épargne totale requise (\$)	-62 025	-71 911	-74 626
Taux d'épargne annualisé (%)	-2,43	-2,83	-2,93
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	8,32	12,2	16,44

5.3 Prise de retraite à 65 ans, MGA

Pour la personne qui touchait le MGA et qui prend sa retraite à 65 ans dans le régime bonifié, les besoins d'épargne diminuent jusqu'à 5,4 % à 65 ans et à 4,8 % à 70 ans. Par rapport à la situation

existante, il s'agit d'une baisse du besoin d'épargne de 2,8 à 2,9 points de pourcentage, selon l'âge de prise des prestations publiques.

Il est également possible de constater une hausse du taux de couverture publique à 70 ans. Dans le régime bonifié, elle progresse de 74,2 % jusqu'à 100,3 % à 65 ans, où elle est maximisée en les demandant à 70 ans. Ainsi, dans le régime bonifié, la prise de retraite à 65 ans et l'attente jusqu'à 70 ans pour demander les prestations permet de prémunir la personne contre le risque de longévité en lui offrant une couverture publique complète jusqu'au décès, alors qu'actuellement, la couverture publique maximale ne peut excéder 82,4 %.

Tableau 13 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, MGA, avant et après bonification

Âge de retraite	65	65
Âge de prise RRQ/PSV	65/65	70/70
Après la modification		
Épargne totale requise (\$)	174 843	155 850
Taux d'épargne annualisé (%)	5,43	4,84
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	74,21	100,26
Avant la modification		
Épargne totale requise (\$)	264 884	247 925
Taux d'épargne annualisé (%)	8,23	7,70
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	60,93	82,36
Effet de la bonification (Écart)		
Épargne totale requise (\$)	-90 041	-92 075
Taux d'épargne annualisé (%)	-2,8	-2,86
Taux de couverture publique à 70 ans (%)	13,28	17,9

5.4 Prise de retraite à 60 ans, ½ MGA

La personne qui touche la moitié du maximum des gains admissibles et prend sa retraite à 60 ans se retrouve, sous le régime bonifié, à n'avoir besoin que d'un faible montant d'épargne (5,6 % contre 8,2 % avant la bonification), puisque ses rentes publiques couvrent presque l'entièreté de ses besoins passé 65 ans, même en les demandant le plus tôt possible (98,9 % contre 91,4 % avant la bonification). Dans cette situation, attendre après 65 ans pour demander ses prestations publiques ne fait qu'augmenter inutilement le taux d'épargne requis, puisqu'il s'agit encore ici d'épargne « gaspillée » pour obtenir un taux de remplacement supérieur à 100 %.

Tableau 14 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, ½ MGA, avant et après bonification

Âge de retraite	60	60
Âge de prise RRQ/PSV	60/65	65/65
Après la bonification		
Épargne totale requise (\$)	71 364	90 913
Taux d'épargne annualisé (%)	5,61	7,14
Taux de couverture des régimes publics à 65 ans (%)	98,91	102,72
Avant la bonification		
Épargne totale requise (\$)	103 830	94 239
Taux d'épargne annualisé (%)	8,16	7,40
Taux de couverture des régimes publics à 65 ans (%)	91,44	100,10
Effet de la bonification (Écart)		
Épargne totale requise (\$)	-32 016	-3 326
Taux d'épargne annualisé (%)	-2,55	-0,26
Taux de couverture des régimes publics à 65 ans (%)	7,47	2,62

5.5 Prise de retraite à 65 ans, ½ MGA

Comme c'était le cas avant la réforme, une personne qui touchait la moitié du MGA et qui prendrait sa retraite à 65 ans n'aurait besoin d'aucune épargne et dépasserait ses besoins d'épargne sans aucun report de ses prestations publiques. Après la bonification, la couverture publique dépasserait encore davantage la cible de 70 % du revenu de salaire brut à la retraite.

Tableau 15 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, ½ MGA

Âge de retraite	65
Âge de prise RRQ/PSV	65/65
Après la bonification	
Épargne totale requise (\$)	0
Taux d'épargne annualisé (%)	0,00
Taux de couverture des régimes publics à 65 ans (%)	104,55
Avant la bonification	
Épargne totale requise (\$)	0
Taux d'épargne annualisé (%)	0,00
Taux de couverture des régimes publics à 65 ans (%)	101,03
Effet de la bonification (Écart)	
Épargne totale requise (\$)	0
Taux d'épargne annualisé (%)	0
Taux de couverture des régimes publics à 65 ans (%)	3,52

Il est important de noter que la bonification du RRQ proposée requiert une hausse des cotisations au régime. Cette hausse est d'environ 2 % des salaires, partagée également entre les employeurs et les employés. Il est facile d'observer, dans les tableaux précédents, que les taux d'épargne requis diminuent plus que ce que coûteront aux employés les cotisations supplémentaires¹⁸. Dans le cas des employés à faibles salaires, cette hausse sera compensée par la bonification de la Prestation fiscale pour le revenu de travail¹⁹.

¹⁸ Dans la plupart des cas, la baisse du besoin d'épargne englobe l'entièreté de la hausse des cotisations, ce qui montre donc que la réforme est généralement avantageuse, même si on considère que les cotisations additionnelles se traduiront par des salaires moindres.

¹⁹ Le gouvernement fédéral a proposé de bonifier la prestation fiscale pour revenu de travail pour faire en sorte que les salariés gagnant moins 20 000\$ ou moins soit entièrement compensés pour les cotisations additionnelles qu'ils devront verser.

6. AVENUES EXPLORATOIRES

Le présent cahier de recherche expose la flexibilité du régime de retraite tel qu'il existe actuellement ainsi que les effets de la réforme envisagée. Comme cette dernière n'aura pleinement effet que dans environ 40 ans, les gouvernements doivent réfléchir à différentes avenues pouvant enrichir le régime dès maintenant.

6.1 Étendre la flexibilité en permettant le début des prestations jusqu'à 75 ans

Actuellement, le régime offre déjà de la souplesse en permettant de choisir le début de ses prestations au RRQ entre 60 et 70 ans et entre 65 et 70 ans dans le cas de la PSV. Il est possible, dès aujourd'hui, d'étendre ces possibilités de report jusqu'à 75 ans. La même logique que celle qui s'applique en ce moment peut être appliquée à ces reports étendus : le régime verse une rente qui a la même valeur actuarielle pour lui puisqu'il s'agit d'une rente plus élevée, mais qui dure moins longtemps.

Il va de soi que, comme dans le régime actuel, chacun reste libre de cesser de travailler au moment qui lui convient et de demander ses prestations au moment de son choix. Comme il n'est actuellement pas pertinent d'attendre jusqu'à 70 ans pour les personnes gagnant la moitié de MGA, la possibilité d'un report jusqu'à 75 ans ne leur serait pas utile.

Pour un bénéficiaire ayant travaillé jusqu'à 65 ans, et gagnant le MGA, poursuivre les taux de bonification existants du RRQ et de la PSV au-delà de 70 ans lui permettrait de demander sa prestation du RRQ à 74 ans et sa prestation de la PSV et d'ainsi d'avoir une pleine couverture publique de ses besoins à la retraite jusqu'à son décès. Retarder ses prestations du RRQ de 65 ans à 74 ans et de la PSV de 65 à 75 ans ne nécessiterait pas beaucoup plus d'épargne que de les demander à 65 ans. Son besoin d'épargne requis durant sa vie active (30 à 65 ans) passerait de 265 000 \$ à 275 000 \$ (soit respectivement 8,2 % et 8,5 % d'épargne en cours de carrière). Une épargne accrue de 10 000 \$ pour voir sa couverture publique passer de 61 % à 100 % à 75 ans jusqu'au moment de son décès peut être une avenue avantageuse pour plusieurs.

Tableau 16 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, MGA, avec possibilité de retarder jusqu'à 75 ans

Âge de retraite	65	65	65
Âge de prise RRQ/PSV	65/65	70/70	74/75
Épargne totale requise (\$)	264 884	247 925	274 921
Taux d'épargne annualisé (%)	8,2	7,7	8,5
Taux de couverture publique à 75 ans (%)	60,9	82,4	100,0

Tableau 17 : Comparaisons selon l'âge de prise de début des prestations, une fois et demi le MGA, avec possibilité de retarder jusqu'à 75 ans

Âge de retraite	65	65	65
Âge de prise RRQ/PSV	65/65	70/70	75/75
Épargne totale requise (\$)	603 830	586 871	619 073
Taux d'épargne annualisé (%)	12,5	12,2	12,8
Taux de couverture publique à 75 ans (%)	40,6	54,9	68,6

6.2 Étendre la flexibilité en éliminant les gains de travail inférieurs à la moyenne des gains en carrière après l'âge de 60 ans

L'une des recommandations du comité d'experts sur l'avenir des régimes de retraite visait également à offrir plus de flexibilité aux Québécois quant à la date à laquelle ils peuvent demander leur rente de retraite du RRQ. Il était suggéré de modifier le régime afin de prévoir que tous les gains de travail après l'âge de 60 ans, inférieurs à la moyenne des gains en carrière, n'influent pas à la baisse le niveau de la rente payable. Cette avenue contribuerait à la flexibilité du régime en permettant à davantage de Québécois de reporter le début des versements de la rente du RRQ, même s'ils ont cessé de travailler ou s'ils choisissent de poursuivre leur vie active à temps partiel pendant quelques années.

6.3 Fixer la PSV en proportion du MGA

Le comité d'experts sur l'avenir des régimes de retraite faisait également remarquer que, d'ici quarante ans, le régime de base fédéral verra son rôle progressivement diminuer dans le remplacement du revenu à la retraite en raison des méthodes d'indexation de la pension de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti. En effet, ces prestations augmentent chaque année en fonction de l'inflation, alors que les salaires s'accroissent généralement à un rythme supérieur à l'inflation.

Nos calculs illustrent que, en 1988, la PSV représentait 14,3 % du MGA. En 2016, elle ne représente plus que 12,6 %. En projetant la valeur de la PSV en 2056, elle ne représenterait plus que 7,8 % du MGA²⁰.

Une avenue serait de fixer la PSV en proportion du MGA à l'avenir. Ainsi, la contribution de cette prestation fédérale serait maintenue dans le temps. Une fois la prestation versée aux bénéficiaires, comme c'est le cas actuellement, elle serait simplement indexée.

6.4 Prévoir une exemption de revenu de retraite dans la détermination du SRG

Le document de consultation du RRQ présenté en décembre 2016 proposait que le gouvernement fédéral ajoute une exemption des revenus dans le calcul du SRG pour bonifier dès maintenant les revenus de retraite des travailleurs à faibles revenus. Cette exemption supplémentaire constitue une autre avenue à explorer. Dans ce cas, elle vise une population différente de celle visée par la bonification du régime ou encore par les avenues visant une plus grande flexibilité. Elle vise notamment à réduire la désincitation à accroître ses revenus de retraite pour les bénéficiaires du SRG. Cet élément est encore plus important depuis l'ajout de nouvelles prestations complémentaires, qui rendent le taux de réduction du SRG plus élevé.

²⁰ Les simulations prennent pour hypothèse un taux d'inflation de 2,1 % et un taux de croissance des salaires de 3,1 %.

7. CONCLUSION

L'analyse présentée dans ce cahier de recherche vise à présenter le système de retraite québécois tel qu'il se présente aujourd'hui. Ce système offre déjà une couverture importante aux retraités à faibles revenus et une flexibilité importante aux retraités à revenus moyens.

Par ailleurs, il permet à tous ceux qui ont les moyens d'épargner d'utiliser cette épargne pour repousser l'âge de prise de leurs prestations publiques et ainsi se prémunir contre le risque de longévité, soit de survivre à leur épargne, et le risque de marché, soit de voir son avoir perdre de la valeur au moment où on en a besoin. Cette possibilité n'est en général pas utile pour ceux dont les revenus sont faibles, puisque leur niveau de couverture publique est déjà très élevé, mais il permet aux membres de la classe moyenne de s'offrir une couverture publique accrue s'ils le désirent.

Ainsi, le système de retraite actuel permet des taux de couverture publique allant de 46 % des besoins à la retraite d'une personne ayant gagné le maximum des gains admissibles, prenant sa retraite à 60 ans et demandant ses prestations publiques au même moment, jusqu'à 82 % si elle travaille jusqu'à 65 ans et débute ses prestations publiques à 70 ans.

Non seulement il est possible, selon l'âge de prise de la retraite et l'âge de demande des prestations, d'augmenter ses prestations publiques, mais il est également possible de faire diminuer le besoin d'épargne pendant la vie active, respectivement, de 17 à moins de 8 % du revenu brut.

Outre la flexibilité des régimes, le Régime de rentes du Québec est sur le point d'être réformé pour mieux correspondre aux besoins des futurs retraités québécois. Sous le principal scénario de réforme envisagé, celui qui a été adopté par les autres provinces canadiennes que le Québec, la couverture publique serait plus importante pour tous les retraités. Il serait donc possible pour un retraité d'atteindre plus facilement une couverture publique complète ou avec un revenu plus élevé qu'actuellement. Il serait également possible dès maintenant, en tant qu'option transitoire, d'offrir aux retraités la possibilité de repousser encore plus loin la demande de leurs prestations. Ceci leur permettrait, encore ici, d'atteindre un taux de couverture publique complet à des niveaux de revenus plus élevés.

La réforme envisagée du Régime de rentes du Québec aura donc pour effet de rendre le système public de retraite plus généreux envers les prestataires et, grâce à la flexibilité qu'il offre déjà, offrira plus de possibilités aux Québécois de se prémunir contre le risque financier et le risque de longévité.

